

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné uniquement à vous envoyer la documentation, les renseignements et contrats souhaités dans le cadre de notre activité d'agence immobilière (locations et ventes). Le destinataire des données est l'Agence du Haut-Jura. Le responsable du traitement est Stéphane BOUILLIER, gérant de la SAS HAUT-JURA-LACS IMMOBILIER (enseigne commerciale Agence du Haut-Jura). Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données ou encore de limitation du traitement. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, opposition que vous pouvez exercer en vous adressant à AGENCE DU HAUT-JURA (Stéphane BOUILLIER/responsable de traitement) - 371 rue Pasteur - 39220 LES ROUSSES - 03 84 60 08 41 - hji@agence-du-hautjura.fr. Nous vous informons également que vous n'êtes pas susceptibles de recevoir des offres commerciales de notre société pour des produits et services analogues à ceux que vous avez commandés.

Vos informations personnelles seront conservées aussi longtemps que nécessaire jusqu'à l'extinction de notre relation commerciale (environ 3 ans après une relation contractuelle), sauf si :

- Vous exercez votre droit de suppression des données vous concernant ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès à vos données personnelles est strictement limité à nos employés et préposés et, le cas échéant, aux administrations publiques et notaires. Les administrations publiques et notaires en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, nous nous engageons à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Pour toute information complémentaire ou réclamation, vous pouvez contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (plus d'informations sur www.cnil.fr).

Le recueil du consentement explicite et positif de la personne concernée est la **condition préalable** au traitement des données de la personne. L'**Article 4 n° 11 du RGPD rappelle** que le consentement de la personne se traduit par toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement, par exemple au moyen d'une déclaration écrite, y compris par voie électronique, ou d'une déclaration orale.

Le consentement n'est donc généralement pas obligatoire dans les cas suivants :

- Existence d'un contrat entre l'entreprise traitant les données et la personne concernée par le traitement
- Obligation légale pour l'entreprise de traiter des données personnelles
- Traitement de données réalisé par les pouvoirs publics
- Intérêts légitimes du traitement des données pour le responsable du traitement.